

LA SÉCURITÉ SOCIALE *c'est vital !*

Regagnons des financements

Malgré le manque cruel de lits, d'effectifs, d'équipements et de moyens de protection engendrés par des années d'austérité, les personnes malades, pendant cette pandémie, ont été prises en charge en toute égalité.

CELA A ÉTÉ POSSIBLE GRÂCE À NOTRE SYSTÈME DE FINANCEMENT SOLIDAIRE, MIS EN PLACE DEPUIS BIENTÔT 75 ANS, LA SÉCURITÉ SOCIALE.

Malgré tous les coups portés, l'Assurance maladie assure encore la prise en charge hospitalière à près de 80%, incluant les soins, les médicaments, les diagnostics,

et surtout la masse salariale des hospitaliers toutes catégories, garantie par le statut public hospitalier.

Dans un contexte de budgets contraints, il était évident que les dépenses exceptionnelles engendrées par une telle pandémie, exploseraient.

Cette crise sanitaire est un révélateur puissant

Elle démontre l'inefficacité des choix politiques ultra-libéraux imposés à notre système de protection sociale. Des centaines de morts auraient pu être évitées. L'incapacité pathétique à mobiliser efficacement les moyens de prévention nécessaire à la maîtrise de la pandémie en est la cause.

Dans le même temps, **elle prouve que, bien que durement affaibli depuis des décennies, notre système public et social de santé, incarné notamment par l'hôpital public, ses soignants et assimilés, est fortement résilient et d'une utilité vitale pour le pays et sa population.**

Pourtant, cet échec terrible ne semble pas pousser notre gouvernement ni ses supporters, et encore moins ses idéologues, à réinterroger leurs objectifs. Tout laisse à croire que le but de l'action gouvernementale est d'utiliser cette pandémie pour achever définitivement la sécurité sociale.

Cette crise sanitaire va peser lourdement sur les comptes de la sécurité sociale en général, et de l'assurance maladie en particulier.

La loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 a voté un objectif national des dépenses de l'assurance maladie (ONDAM) de 2,4 %. Mais, le ministre Darmanin s'empresse d'annoncer un déficit historique de la Sécurité Sociale de l'ordre de 41 milliards, dont 5,4 milliards pour la branche maladie, soit un ONDAM porté à 6,5%, dont l'essentiel pour les dépenses hospitalières.

1 ELLE VA PESER PAR LA HAUSSE DE LA DÉPENSE HOSPITALIÈRE.

La dépense supplémentaire pour l'assurance maladie induite par la prise en charge des malades infectés à l'hôpital est évaluée par la FHF entre 600 et 900 millions d'euros.

Le gouvernement a annoncé le déblocage d'1 milliard d'euros pour couvrir l'achat d'équipements (parmi lesquels des respirateurs, des protections pour les soignants,...) et 3 milliards d'euros pour le paiement des primes aux soignants.

Et il faudra ajouter les dépenses imputables aux effets du renoncement aux soins et aux consultations des malades par peur d'être infectés à l'hôpital ou chez son médecin.

Toutes ces dépenses sont nécessaires. Elles n'ont rien d'exceptionnel.

2 ELLE VA SURTOUT PESER SUR LE MANQUE DE RECETTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE :

Les conséquences économiques et sociales du confinement sont insoupçonnées et camouflées :

- 1 **La suppression des emplois précaires** (intérim, contrat courts, ...) pour amortir le confinement
- 2 **La mise au chômage partiel n'a jusqu'à présent rien coûté à la sécurité sociale.** L'État finance à 100 % le coût salarial pour l'employeur. Mais l'annonce d'une réduction de cette prise en charge va transformer une forte proportion de chômeurs partiels en chômeurs tout court.
- 3 **Le choix d'allonger les délais de paiement des cotisations sociales patronales** et d'exonérer plus fortement les entreprises de cotisations patronales pour permettre aux entreprises de faire face à la crise économique et sanitaire en matière de trésorerie, sans que ces décisions s'accompagnent de compensations par l'État,
- 4 **Le refus des banques et des assureurs de soutenir les TPE et PME** du pays, confrontées au risque covid et au confinement (pas de couverture des assureurs, assèchement des crédits et taux prohibitifs) se traduira par la disparition de très nombreuses entreprises et d'emplois,
- 5 **Le transfert sur les collectivités locales d'une large part du soutien aux entreprises** va conduire à un énième saupoudrage d'argent public sans effet dynamique sur la création de richesses et d'emplois. Il n'empêchera pas la disparition massive du tissu productif local et va faire peser sur les budgets un poids qui va hypothéquer significativement leurs capacités d'investissement et leurs missions de service public.

CE SONT AUTANT DE CIRCONSTANCES QUI VONT ASSÉCHER, MÉCANIQUEMENT, BRUTALEMENT ET DANS DES PROPORTIONS JAMAIS CONNUES, LES RESSOURCES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, ET DONC DE L'ASSURANCE MALADIE QUI FINANCE L'HÔPITAL PUBLIC !

L'État organise implicitement les déséquilibres comptables et budgétaires de la sécurité sociale pour l'enfoncer dans une situation irréversible

Ces choix de gestion de la pandémie vont affaiblir la base de prélèvement de la sécurité sociale, réduire mécaniquement les recettes de la sécurité sociale et obliger celle-ci à s'endetter considérablement pour faire face à ses dépenses.

Dans un contexte de très forte récession mondiale (-8 % à -12 % de croissance pour la France en 2020), le refus du gouvernement de s'attaquer à la finance, qui prélève sur la richesse produite en sacrifiant l'emploi pour se rémunérer, va accentuer la pression sur la base de prélèvement de la sécurité sociale.

AINSI, le mea culpa de Macron devant les hospitaliers de l'hôpital de la Salpêtrière, en annonçant un « *Sécur de la Santé* » le 25 mai, risque de déboucher sur une étape supplémentaire de libéralisation de l'hôpital public avec appel au financement massif d'opérateurs privés, en toute cohérence avec la note d'avril de la Caisse des Dépôts !

Refinancer la Sécurité Sociale devient vital et les solutions existent

Il est hors de question de contribuer à cette liquidation annoncée de la sécurité sociale. La sécurité sociale est un levier de sortie de crise économique et financière. Comme toute la dépense publique, elle renforce l'efficacité des entreprises, en même temps qu'elle permet de répondre à un besoin social.

IL FAUT RENFORCER SON FINANCEMENT EN MOBILISANT
LES LEVIERS DE LA CRÉATION D'EMPLOIS :

→ **La BCE finance aujourd'hui les entreprises et les banques à taux zéro, voire négatifs.**

Ses crédits doivent pouvoir financer les dépenses utiles de services publics et les entreprises qui créent des emplois pour accroître les ressources de la sécurité sociale.

→ **Les prélèvements financiers sont exonérés de cotisations sociales.**

Il faut les forcer à financer les dépenses sociales utiles. La taxation des revenus financiers à hauteur de celles des cotisations patronales permettrait un apport immédiat de 42 milliards pour l'Assurance maladie et 100 milliards pour toute la Sécurité sociale !

→ **Il n'y a pas de liens démontrés entre la baisse du coût du travail et la création d'emplois.**

Les exonérations de cotisations patronales (estimées à 3 milliards pour ces dernières semaines) ne favorisent donc pas l'emploi. Elles ne servent qu'à sécuriser les profits. En revanche, elles pèsent sur les recettes de la sécurité sociale.

Il faut les supprimer !

C'est la bataille de maintenant !

**Pour faire le choix
de l'humain**

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____